

COPENHAGUE – Mise à jour de la stratégie pour l’Afrique  
Lundi 13 mars 2017 – 13h45 à 15h00 CET  
ICANN58 | Copenhague, Danemark

INTERVENANT NON-IDENTIFIÉ: Le 13 mars. Séance de Stratégie Africaine.

YAOVI ATOHOUN: Et bien voilà, bonjour. Nous allons donc prendre place pour commencer notre séance, s’il vous plaît.

Bonjour, bienvenue une nouvelle fois à cette séance. Cette séance sera modérée par Jimson Olufuye. Nous avons des interprètes en deux langues et nous avons SSCF, d’Afrique du Sud, qui va nous faire une présentation à distance.

Nous sommes vraiment en retard, nous allons donc tout de suite donner la parole à Jimson Olufuye, qui va nous présenter les intervenants. Je lui donne la parole sans plus attendre.

JIMSON OLUFUYE: Merci beaucoup. Merci beaucoup, Yaovi. Je suis très heureux d’être présent ici et d’accueillir tout le monde à cette séance sur la stratégie.

---

*Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.*

---

Nous avons donc un bref ordre du jour. Vous l'avez à l'écran. Nous avons quatre parties. Pour ceux qui ont l'ordre du jour, j'espère qu'il n'y a pas d'objections à soulever. Nous avons tenu de nombreuses consultations avant de définir l'ordre du jour de cette séance.

Ne voyant pas d'objections, nous allons pouvoir poursuivre.

Je m'appelle Jimson Olufuye et je suis consultant à la Contemporary Consulting, à Abuja, au Nigéria. Je fais partie de l'Initiative de l'Alliance Africaine, composée d'associations des technologies de l'information de tout le continent africain. Nous sommes membres de l'Unité Constitutive des Entités Commerciales de l'ICANN et nous participons à la stratégie africaine.

Nous sommes très heureux d'avoir le vice-président qui s'occupe de l'Afrique à l'ICANN et qui nous a beaucoup soutenus. J'en dirai plus tout à l'heure, je vous parlais des résultats obtenus grâce à notre collaboration.

Mais avant cela, j'aimerais vous informer que nous allons, en 10 secondes, simplement, nous présenter, avec nos noms et nos postes, puis nous aurons ensuite Pierre Dandjinou, puis Ram, puis Khaled Koubaa, puis Madame Sally Costerton est toujours présente à nos côtés prendra la parole.

---

Nous aurons aussi une intervention à distance en provenance d’Afrique du Sud, qui fera une étude de marché du DNS, du système de nom de domaine pour l’Afrique.

Nous aurons ensuite un feedback sur .AFRICA et des informations sur l’obtention de ce nom de domaine, de cette extension.

Nous répondrons ensuite à quelques questions.

YAOVI ATOHOUN : Yaovi Atohoun, personnel de l’ICANN.

AZIZ HILALI : Aziz Hilali, président de l’AFRALO.

MARY UDUMA : Mary Uduma, Nigéria.

N. SHEFFORD : N. Shefford, France.

ISAAC MAAPOSA : Isaac Maaposa, Zimbabwe.

ALEX CORENTHIN : Alex Corenthin, AfTLD.

---

SEUN OJEDEJI : Seun Ojedeji, Nigéria, membre de l’ALAC.

Wafa DAHMANI : Wafa Dahamni, membre ALAC, Tunisie.

[INAUDIBLE] : [Inaudible], de Madagascar.

MLIZE ZITIMINA : Mlize Zitimina, Congo.

LUKE MISIJIMBAZI : Luke Misijimbazi, Congo, Brazzaville.

LAWRENCE OLALE ROBERTS : Lawrence Olale Roberts, je suis moi aussi membre des entités commerciales de l’ICANN, pour le Nigéria.

AKINBO ADEBUNMI : Akinbo Adebunmi, membre At-Large, Nigéria.

SIKIRU SHEHU : Sikiri Shehu, membre du conseil d’administration du NIRA, Nigéria.

---

ADITELA AFLECTOR : Aditela Aflector, du Nigéria.

AMIN HUSSEIN : Amin Hussein, Soudan.

ABDALLA OMARI : Abdalla Omari, Kenya.

SARAH KIDEN : Sarah Kiden, Ouganda, secrétariat AFRALO.

VEYELA DUPONT : Veyela Dupont, Nigéria.

SUNDAY FOLAYAN : Sunday Folayan, président du conseil d’administration d’AfriNIC et président d’un registre.

VEHERAS MOTO : Veheras Moto, je suis membre du personnel ICANN et je viens d’Égypte.

LUCKY MASILELA : Lucky Masilela, je viens d’Afrique du Sud, registre central.

---

KHALED KOUBAA : Khaled Koubaa, je viens de Tunisie. Je suis membre du conseil d’administration de l’ICANN.

SALLY COSTERTON : Sally Costerton, Royaume-Uni, personnel ICANN.

PIERRE DANDJINO : Pierre Dandjinou, responsable de l’Engagement pour l’Afrique à l’ICANN.

LUKITA SHKINAR : Lukita Shkinar, je suis également de la région Moyen-Orient pour l’ICANN.

BONIFACE RITABA : Boniface Ritaba, je suis un boursier du Kenya.

RASHA ABDULLA : Rasha Abdula, je suis un boursier du Soudan.

RASHID RUGAHA : Rashid Rugaha, personnel AfriNIC.

---

TEPELOM SIKITI : Tepelom Sikiti, Afrique du Sud.

ADIEL ALPLOGAN : Adiel Akplogan, je suis vice-président de l’Engagement pour l’Afrique et je suis du personnel ICANN.

SARMAD HUSSAIN : Sarmad Hussain, [programme IDN] de l’ICANN.

DESSALEGN : Dessalegn, Ethiopie.

ALIN BONO : Alnin Bono, registre du Cameroun.

DON HOLLANDER : Don Hollander, Nouvelle-Zélande.

SAM LAVODU : Sam Lavodu, registre Nouvelle-Zélande.

WAUDO SIGANGA : Bonjour à tous, je suis Waudu Siganga, je viens du Kenya.

---

ROBERT BARR : Roger Barr, Société de [l’Internet], chapitre Ghana.

RON BIAU : Ron Biau, du Bénin et du groupe RSSAC.

LAI DISSISIA : Lai Dissisia, Gambie.

MATOGORO JABHERA: Matogoro Jabhera, membre de l’Académie et membre du RSSAC.

VICTOR TIEZA : Victor Tieza, Burundi.

THEO KROMMER : Theo Krommer, Afrique du Sud.

[INAUDIBLE]: [Inaudible], .AFRICA.

MIRJANA TASIĆ: Je ne viens pas d’Afrique, je suis ici pour trouver d’éventuels partenaires.



---

ALAN BARRETT: Alan Barrett, AfriNIC.

SUNDAY OLITAYA : Sunday Olitaya, Nigéria.

JIMSON OLUFUYE : Merci. Maintenant, nous nous connaissons. Je crois que c'est toujours bien de se rencontrer ainsi et de savoir qui est présent. Je pense qu'à l'avenir, vous aurez tout à fait la possibilité de prendre la parole, mais étant donné que le temps est limité, nous avançons.

Pierre ne va pas tarder à nous dire quelques mots. Pierre a collaboré avec l'Entité Commerciale de l'ICANN et a fait beaucoup pour la diversité à l'ICANN. Il y a de cela trois ans, l'Afrique, nous représentions à peine 2%, et ensuite, grâce au travail de Pierre Dandjinou, nous avons bien amélioré la situation. Les effectifs, maintenant, sont de 10%. Donc, nous faisons des progrès. L'Asie est à 8%. Donc, nous avançons, nous n'en sommes pas très loin.

PIERRE DANDJINOU : Merci beaucoup, Jimson. Merci à tous d'être venus à notre mise à jour sur la stratégie africaine. Je ne serai pas trop long parce que notre temps est limité.

---

Nous avons notre grand programme dont je vous parle à chaque fois. Nous essayons d’avoir un DNS sécurisé. Nous avons un roadshow, une présence sur le terrain donc. Nous présentons et soutenons différentes initiatives africaines pour l’Internet.

Ce que je voulais dire, c’est que la stratégie africaine avait et a toujours deux objectifs : premièrement, promouvoir la participation des Africains au travail de l’ICANN et deuxièmement, créer des conditions propices en Afrique pour que l’Internet soit renforcé et qu’une industrie de l’Internet se dégage en Afrique.

Je voulais donc vous parler un peu des utilisateurs commerciaux et des entreprises africaines de l’Internet, qui doivent être soutenues. Nous voulons nous concentrer là-dessus et nous avons un rapport qui vient d’être publié il y a seulement quelques mois. L’idée était de savoir de quoi l’on parlait lorsqu’on parle du DNS en Afrique. C’est donc un projet d’observatoire, si vous voulez, de l’Internet en Afrique.

Nous avons .AFRICA, on voulait absolument que cela se passe bien puisque l’obtenir a pris pas mal de temps. Maintenant nous l’avons. Lucky pourra nous en dire plus un peu plus tard sur comment nous nous engageons pour .AFRICA.

---

Merci, encore une fois, d’être venus nous écouter. Nous serons très heureux de parler de la situation et des actions qui sont menées en Afrique pour l’internet. Je rends donc la parole.

JIMSON OLUFUYE : Merci beaucoup. Merci beaucoup pour vos efforts. Nous allons écouter Ram. Est-ce que Ram est là ? Merci, vous avez la parole.

RAM MOHAN : Merci beaucoup. Désolé d’être un peu en retard, je ne prendrai pas trop de votre temps, je sais que beaucoup de points à couvrir.

Je voulais tout d’abord partager avec vous mon enthousiasme pour ce que vous faites ici. Une stratégie africaine existe et le fait est que ces stratégies fonctionnent uniquement si elles sont bien exécutées sur le terrain. C’est la mise en œuvre qui compte. J’ai eu véritablement le privilège et l’opportunité de participer de façon tout à fait directe, non pas au conseil d’administration de l’ICANN, mais en tant que vice-président exécutif d’Afilias, qui est très important dans l’industrie du DNS.

Ce dont je me rappelle, Pierre, ce devait être il y a peut-être un an et demi ou deux ans, et donc, avec Pierre, nous nous sommes assis, un jour, et nous nous sommes dit que ce serait vraiment bien s’il y avait l’opportunité de créer un programme de

---

mentorat et d’échange fonctionnant bien. J’étais très enthousiaste à ce sujet, parce que dans notre secteur industriel, nous avons beaucoup d’acteurs, mais il faut savoir comment se développer et se développer en profondeur également.

Si vous vous rappelez d’Afilias, en 2001, on représentait 2%, et moi, j’ai fait connaître une croissance à l’entreprise et j’ai une vraie passion pour cela, pour le mentorat, pour faire en sorte que des personnes nous rejoignent dans notre secteur industriel et bâtissent leurs compétences, bâtissent de bonnes technologies solides qui représentent l’avenir.

L’an dernier, nous nous sommes bien amusés, nous avons eu deux stagiaires sélectionnés provenant d’Afrique. C’étaient des gens qui s’intéressaient beaucoup au commerce, au marché du DNS, et une autre personne qui s’intéressait beaucoup à mieux comprendre les projets sur une grande échelle, les actions larges comme les registre - comment tenir un registre de 20 millions de domaines.

On les a aidés à venir au Canada – Afilias est implanté au Canada – et ils sont venus chez nous un mois. Ils ont participé à nos réunions de travail, ils nous ont vus travailler au quotidien et gérer l’opérationnel. Quand un système tombe en panne, comment le remettre en marche automatiquement ?

---

Ça a été intense et efficace, je l’espère, parce que, lorsqu’ils sont repartis, ils faisaient partie de notre écosystème. C’est ce type de mise en place d’idées qui compte et dont on a besoin, parce que bâtir des compétences ne vient pas de fonds de financement, selon moi, c’est partager des connaissances et des informations, et faire comprendre comment on construit à partir de rien.

JIMSON OLUFUYE :

Excellent. Très bien, merci beaucoup pour votre intervention. Ce que vous nous avez dit est tout à fait pragmatique et positif. Nous serons très heureux de voir les résultats de la mise en œuvre de ces stratégies. Ram est membre du conseil d’administration de l’ICANN.

Nous avons Khaled Koubaa, membre du conseil d’administration mais aussi africain.

KHALED KOUBAA :

Merci. Tout d’abord, je voudrais remercier Pierre pour l’excellent travail qu’il poursuit pour l’Afrique et pour la stratégie africaine.

Je suis très heureux d’être avec vous aujourd’hui pour vous montrer que le conseil d’administration de l’ICANN continue à s’intéresser fortement à l’Afrique avec une perspective mondiale.

---

Je suis très heureux de voir les résultats de la délégation de .AFRICA, ce nouveau gTLD qui va servir notre communauté.

Je suis heureux, également, de voir l’étude de marché sur le DNS. Je crois que vous en avez déjà pris connaissance pour beaucoup d’entre vous, c’est sur le site Web de l’ICANN, d’ailleurs. J’aimerais remercier les personnes qui ont travaillé à cette étude qui est très importante pour nous, pour bien comprendre la situation, savoir où nous en sommes aujourd’hui et dans quelle direction nous devons progresser.

Je crois que Ram l’a bien indiqué, c’est très important que ces stratégies ne soient pas seulement des stratégies mais qu’elles soient mises en œuvre.

Je ne vais pas rentrer dans une analyse en profondeur de cette étude, je suis sûr que vous en parlerez un peu plus tout à l’heure, mais je pense qu’il y a de bons chiffres pour l’Afrique, pour le continent, pour la croissance en Afrique.

De nombreuses offres existent pour des TLDs, plus de 54 ccTLDs, 5 IDN TLD, et nous avons maintenant .AFRICA, donc je crois qu’en termes d’offres, l’offre est là et il faut que la demande suive, c’est le plus important. Il n’y a que 4 millions de noms de domaine environ, c’est donc un énorme marché à prendre. Il y a beaucoup d’opportunités commerciales qui existent en Afrique pour le marché du DNS.

---

J’encourage donc chacun à réfléchir à cela et je vous souhaite d’excellents débats. Merci.

JIMSON OLUFUYE : Merci beaucoup, Khaled. On est ensemble, on travaille ensemble et c’est très important que vous continuiez à parler de l’Afrique au conseil d’administration de l’ICANN. Nous avons un marché en cours de maturation.

Nous allons maintenant passer la parole à Madame Sally Costerton.

SALLY COSTERTON : Merci, Jimson. Bonjour, mesdames et messieurs. Bonjour à ceux qui sont à distance également.

Pour commencer, c’est très important pour moi que nous assurions au maximum qu’on utilise à fond les ressources à notre disposition pour mettre en œuvre la stratégie africaine, qui nous permettent de l’évaluer, de voir comment elle fonctionne. Elle est dans sa deuxième année, cette stratégie africaine.

Ce que j’entends par ressources, ce ne sont les financements pour des déplacements, c’est l’accès qui est important bien sûr – je suis contente de voir des boursiers ici aujourd’hui et je suis

---

ravie de voir de nouveaux visages d’autres parties du continent africain et du monde – c’est le temps qui est une ressource également.

Nous avons un personnel extrêmement professionnel qui est là pour vous aider, un personnel très compétent présent pour délivrer la mission de l’ICANN. Récemment, nous avons essayé de réfléchir à la façon dont notre travail d’engagement dans le monde entier.

Dans chaque région où nous sommes présents, où nous travaillons avec une envergure, des nouveaux statuts, une mission renouvelée qui est celle de l’ICANN. Nous sommes là non pas uniquement pour travailler avec un effet d’échelle, pour obtenir un renforcement, donc, mais aussi pour prendre toutes nos compétences et, collectivement, les utiliser pour que tout le monde puisse participer. C’est un objectif très ambitieux que nous avons.

Comment faisons-nous cela ? Avec notre centre d’Engagement qui est situé à Nairobi, au Kenya, on travaille étroitement avec les autorités du Kenya, comme vous le savez. Ça fait un an environ que ce centre d’Engagement existe à Nairobi et il est extrêmement occupé. Ça fait longtemps qu’on en avait besoin et les personnes qui sont là-bas sont très prises. On se concentre sur le renforcement des compétences.



---

Récemment, nous avons eu un atelier de renforcement de compétences pour les membres du GAC pour les membres africains afin qu’ils comprennent mieux le détail de l’ICANN, et faire en sorte que leurs compétences soient véritablement solides. Parce que la participation à l’ICANN ne consiste pas seulement à être présent, c’est être significatif, c’est pouvoir trouver facilement les informations dans les langues que vous parlez et pouvoir participer, non pas seulement observer. Vous êtes en tant que participant, pas seulement en tant qu’observateur.

C’est le prochain chapitre que nous ouvrons donc avec cette analyse du marché que nous avons effectuée. Nous allons parler beaucoup de ces résultats et je suis sûre que les conclusions vont informer le travail que nous faisons ensemble pour qu’il y ait plus d’enregistrements de noms de domaine, plus de bureaux d’enregistrement, plus d’entreprises, plus de travail, plus d’emploi, plus de croissance et de développement.

Je suis donc là pour soutenir le travail effectué sur le terrain. Je vous remercie pour votre attention.

JIMSON OLUFUYE :

Merci beaucoup, Sally. Nous apprécions beaucoup le fait que le personnel répond très rapidement à nos besoins. Nous n’avons

---

aucun doute, cette étude sera très importante et les résultats de cette étude seront examinés de très près.

Je crois que nous allons maintenant passer directement au point numéro 2 de notre ordre du jour.

Nous avons un participant distingué qui va maintenant prendre la parole pour nous parler de cette analyse du marché du DNS en Afrique en 2016.

Lawrence, êtes-vous prêt ?

Lawrence, vous êtes là ?

Il y avait quelqu’un du nom de Lawrence qui tapait un message, me semble-t-il.

Nous avons un petit problème technique pour avoir l’Afrique du Sud en ligne.

Très bien, donc, nous allons essayer de résoudre ce problème. Nous avons reçu un retour. Lawrence, allez-y si vous êtes prêt.

Nous essayons de résoudre ces problèmes techniques, mais nous allons passer à une partie elle aussi très intéressante. Nous souhaitons donc la bienvenue à Lucky Masilela, qui va nous dire quelques mots sur .AFRICA.

LUCKY MASILELA :

Merci. Chers collègues du continent africain, je pensais entendre de larges applaudissements pour cette délégation de .AFRICA que nous avons tant attendu.

Merci, ça fait plaisir. Ça a été vraiment un long voyage, un périple pour arriver à cette délégation, et nous sommes très heureux de vous présenter aujourd’hui ce qui a été un défi à relever et une excellente opportunité d’avenir pour le continent africain. Nous sommes vraiment très fiers de gérer ce domaine .AFRICA et d’avoir lancé cette initiative.

On va pouvoir l’utiliser au niveau technologique, mais surtout pour le développement socio-économique du continent pour régler les problèmes culturels, les différences culturelles qui existent parfois, pour les dépasser et travailler de concert avec le reste du monde, pour dépasser les défis existants.

Alors, qu’avons-nous fait jusqu’à présent ? Quelques chiffres pour .AFRICA avec notre prochain transparent. Nous avons, peut-être vous en rappelez-vous, nous avons signé en 2014 – je crois que c’était en 2014 – oui je crois qu’il y a d’abord quelques chiffres sur un transparent précédent, si vous pouviez revenir un peu en arrière.

Donc, en 2014, nous avons signé avec l’ICANN, à Singapour, nous avons donc signé un protocole d’accord. En juillet, il y a eu le test de prédélégation qui a été arrêtée et nous avons dû repartir

---

en arrière. Il y a eu un problème d'arbitrage, un litige, un différend juridique dans une cour de justice américaine. Mais le 22 décembre, un juge a déclaré que la situation était réouverte et la DCA, début janvier, a statué sur une décision, et une injonction a été déboutée, ce qui a donc permis d'ouvrir ce nom de domaine en février 2017.

Le 11 février 1990, Nelson Mandela est sorti de prison après avoir passé 27 ans, je crois, en prison. 27 ans plus tard, le 11 février, nous avons créé .AFRICA.

Le 15 février, nous avons eu la délégation de .AFRICA et maintenant, c'est à nous de jouer avec beaucoup de plaisir.

Passons maintenant au plus intéressant : confirmer ces numéros ainsi que le plan proposé qui n'apparaît hélas pas sur cette diapo. Ce que nous avons soumis à l'ICANN est un plan de lancement soumis à approbation et qui nous permettra d'accomplir le travail suivant. Le sunrise début le 1<sup>er</sup> avril, 2017 période qui durera 60 jours, la période sunrise permet aux marques et aux détenteurs de noms API. Ce sera suivi par le landrush, période qui durera 30 jours et devrait commencer le 5 juin. Puis le 4 juillet, nous commencerons la disponibilité générale.

C'est intéressant parce que vous vous rappelez que cette affaire a été gérée aux États-Unis et que le juge Halm a déclaré que tout

---

retard dans la délégation de ce nom de domaine .AFRICA nuisait aux Africains et les empêchait d'utiliser leur propre nom de domaine unique. Donc, nous avons donc décidé de dédier cela aux Américains, or le 4 juillet est une date importante aux États-Unis.

Ce que nous devons savoir dans la mesure où nous avançons, c'est que nous devons tenir compte du faire qu'il nous faut nous assurer que les gouvernements africains aient souscrit à la liste de noms réservés et qu'ils aient nommé leur représentants pour obtenir ces listes de noms réservés. Ces noms seront des noms géographiques spécifiques à ces pays, le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Kenya, l'Égypte... Des noms religieux, culturels, qui dépendent de leur identité, identité religieuse, des noms publics, des noms importants que ces pays ont le droit de réserver. Il s'agit d'une centaine de noms par pays et c'est important que cette liste de noms soit conclus avant la période sunrise, avant le 4 avril, donc assurez-vous de le faire en temps voulu.

Ensuite, dans la mesure où nous élaborons cette liste de noms réservés, je voudrais faire une mise à jour de l'endroit où nous en sommes concernant cette liste. Actuellement, il y a 30 pays représentés dans la base de données, ce qui veut dire qu'il en reste 24, puisque nous sommes 54 pays sur le continent. Il y a 1944 noms de domaine qui ont été soumis pour le moment, et

---

parmi eux, nous avons 1487 noms qui ont été modérés. Pour plus d’informations, vous pouvez visiter [www.dotafrica.org](http://www.dotafrica.org) où vous trouverez cette liste.

En tout cas, il est important que tout le monde participe à l’élaboration de cette liste sur tout le continent.

Maintenant, ce que nous avons aussi mis en place pour s’assurer que tous les bureaux d’enregistrement soient présents et aient une place, nous avons créé des services de bureau d’enregistrement proxy qui permettra aux bureaux d’enregistrement du continent d’avoir accès au nom .AFRICA. Vous savez probablement que ce n’est pas facile, ou que vous n’avez pas le droit, lorsque vous n’êtes pas accrédités auprès de l’ICANN, d’avoir accès à un gTLD.

Nous avons donc créé un mécanisme de façon à ce que vous puissiez acquérir .AFRICA, donc venez en discuter avec le service d’anonymisation et d’enregistrement fiduciaire, pour être sûr d’avoir accès à .AFRICA.

Dans les candidatures, nous considérons que ce processus est africain, ce qui nous permet de construire des points et en acceptant cet engagement – il y a quatre engagements que nous avons pris envers la commission de l’Union Africaine – il s’agit d’établir une fondation .AFRICA. Cette fondation sera dirigée par des Africains, nous allons nous organiser en un organe qui sera

---

dirigé par des représentants de notre continent, dans le but de développer des ccTLDs africains et d’être sûrs que nous développons notre propre contenu. Parce qu’un des plus grands défis que nous avons, c’est que nous avons une histoire et une culture très riche, mais maintenant il faut la diffuser dans toutes les langues, ce qui est un des défis que nous devons relever pour développer notre continent.

Le problème du développement des bureaux d’enregistrement locaux est également essentiel, et l’une des activités que j’ai citées est la création de ce bureau d’enregistrement par procuration qui est destiné à développer les bureaux d’enregistrement africains. Nous devons aller voir un peu plus loin, voir quels sont les partenaires avec lesquels nous pouvons travailler pour renforcer notre système et notre réseau. Mais nous sommes convaincus que nous avons ce mandat et que nous avons les capacités de développer et d’assumer ce mandat.

Il y a d’autres aspects qui seront abordés par cette fondation, et nous créerons un groupe de travail. Cette fondation devrait commencer à fonctionner à la fin du mois de juin ou au début du mois de juillet. Cette fondation fonctionnera à partir de ce moment-là, et nous travaillerons donc pour la mettre en place.

---

Il me reste une minute, je vais donc vous montrer ce que nous avons fait. J'ai presque fini. Alors, il y a quelques jours, vendredi 10 mars, nous étions à Addis Abeba où le président de la commission de l'Union Africaine était présent et où nous avons célébré .AFRICA. C'est un événement qui s'est très bien passé et, face aux membres de l'Union Africaine, notre président a dit, dans ces remarques de clôture, « célébrons .AFRICA tout le temps, et à chaque fois que vous avez le temps, célébrez-le jusqu'à ce que tout fonctionne correctement ». Et c'est ce que nous allons faire, nous promettons de grimper le Mont Kilimandjaro avec notre drapeau et lorsque vous viendrez dans notre pays avec drapeau, vous serez les bienvenus. Merci.

JIMSON OLUFUYE :

Merci beaucoup. On applaudit cette célébration, c'est un événement important. Je vois que Lawrence est prêt, il va maintenant peut-être pouvoir nous parler de l'étude de marché du DNS. Nous avons un petit problème de temps, alors essayons de prendre quelques questions mais de les prendre toutes ensemble.

Lawrence, est-ce que vous êtes là ? Est-ce que vous êtes avec nous ?

Passons aux questions en premier, alors.



---

WAFDA DAHMANI :                   Merci. Bravo pour la délégation de .AFRICA. J’ai une question sur la fondation .AFRICA. Ne pensez-vous pas que ça ne fait pas un peu doublon entre ce que cette fondation fera et ce que AfTLD fait ?

LUCKY MASILELA :                   Non, je ne pense que ça fasse doublon. La fondation ne concurrencera pas AfTLD, au contraire, elle en sera le complément, parce que l’AfTLD fait partie d’un accord signé pour permettre une meilleure distribution de nos services et les activités de TLD. Si vous regardez ces activités, elles sont liées au développement des ccTLDs, c’est ça sa fonction et c’est ce que nous ferons au sein de l’AfTLD.

JIMSON OLUFUYE :                   Bien, merci beaucoup. Plus de synergies nous créerons au sein de nos ressources, mieux nous travaillerons, donc merci encore une fois.

Maintenant, je vais donner la parole à Pierre, puisqu’on n’arrive pas à donner la parole à Lawrence.

Pierre, voulez-vous conclure ici ?

---

PIERRE DANDJINO : Bien, puisque Lawrence n’est pas là, nous allons regarder les diapositives et faire quelques commentaires, sachant qu’il s’agit d’un rapport préliminaire. Comme vous l’avez lu sur l’annonce, nous avons encore 40 jours pour effectuer ce commentaire public, jusqu’au 6 mai. Donc, ne vous inquiétez pas si vous ne pouvez pas contribuer maintenant, vous avez encore 40 jours pour nous envoyer votre commentaire. Donc, c’est une version préliminaire.

Il y a quelques diapos que je vais vous présenter qui ont été préparées par notre équipe. Ces diapositives nous donnent un peu un historique de l’Afrique. 54 pays, y compris les îles de l’Océan Indien et de l’Océan Atlantique – il y en a 6.

L’un des objectifs de cette étude était d’identifier les forces et les faiblesses dans l’écosystème du secteur et de développer des recommandations sur la façon d’avancer et d’explorer des options bien sûr, pour établir un observatoire du DNS. Nous devons faire tout cela pour l’AfTLD et pour le chapitre ISOC, c’était il y a deux ans. L’objectif clef, ici, était d’établir cet observatoire du DNS pour qu’il soit disponible pour toute personne souhaitant entrer dans ce secteur.

Prochaine diapo. Voici notre équipe. Nous avons sélectionné les membres de cette équipe par un processus de sélection classique. Ici vous voyez la méthodologie de travail. Nous avons

---

fait une enquête en ligne en quatre langues. Certains d’entre vous ont été contactés d’ailleurs.

Nous avons dû présenter plusieurs questionnaires selon les catégories de gens auxquelles nous nous adressions – les registres, les bureaux d’enregistrement, les revendeurs, etc. Nous avons aussi dû analyser les fichiers de zone ccTLDs et gTLDs. Nous n’avons pas regardé le WHOIS. Ensuite, il y a eu une série d’entretiens. On a également fait des recherches, comme vous le voyez ici. Ensuite, nous avons fait des analyses quantitatives. Ici vous voyez les indicateurs enregistrés pour chaque ccTLD et gTLD, l’emplacement, la langue, l’IPVC, le DNSSEC. Puis on a fait des sous-ensembles au niveau régional, les sites Internet hébergés dans un pays africain et outre-mer.

Donc, quels sont les résultats de ces recherches ? Les principaux résultats sont les suivants. Comme je l’ai dit, nous voulions comprendre l’écosystème d’Internet en Afrique.

Bien sûr, c’est une région très diversifiée au niveau des revenus, du niveau d’éducation, des langues, de la culture, du développement, des infrastructures.

C’est une région qui est un peu en retard, également, au niveau de l’accès Internet. En moyenne, on a 28,9% d’accès, alors que dans le reste du monde, on a un accès de 54,2% de la

---

population. Cela est dû aussi au coût de l’accès à l’Internet, ce qui résulte en une demande plutôt basse de noms de domaine.

Mais l’Afrique est quand même en plein développement, il y a eu une bonne augmentation ces dernières années, de 11 à 28%. Le nombre smartphones a doublé en Afrique. Le continent est le deuxième après l’Asie. Si on parle de ce type de téléphone, les deux tiers des pays africains ont 10 années ou plus de croissance ininterrompue. C’est donc une des économies le plus en développement au monde et cela permet d’avoir plus de 300 centres de développement dans 42 pays africains.

Nous avons 80 téraoctets par seconde de capacité opérationnelle. Donc vous voyez que beaucoup de choses ont été faites. On a des réseaux de fibre, un accès local, des FSI, des centres de données, des ressources IP. Au niveau de ces ressources IP, il y a encore beaucoup de choses à faire. Il nous faut déployer l’IPv6.

Prochaine diapo. En termes de politiques, de réglementations et de gouvernance, nous voyons maintenant une séparation entre les décideurs politiques, les régulateurs et les registres.

Petit problème technique, excusez-moi.

Bien, donc, rapidement, au niveau du contenu, 75% des 400 millions de pages indexées se trouvent dans 7 pays africains. Le

---

e-commerce et le e-gouvernement sont en pleine croissance, avec des moteurs clefs qui dépendent de l’Internet et de l’adoption du DNS.

Nous avons aussi des facteurs de réussite importants. L’infrastructure pour faciliter un accès abordable à l’Internet. La prise de conscience numérique, des politiques et un cadre régulatrice et de gouvernance. Des passerelles de paiement pour assurer un paiement facile. Le prix. La facilité d’enregistrement et la confiance. La masse critique. Voilà.

Quelques recommandations, maintenant. Comme nous l’avons dit, c’est une région très diversifiée avec beaucoup de pauvreté et d’instabilité. Le marché du DNS en Afrique est petit – 4,5 domaines pour 1000 personnes, comparé à plus de 100 domaines ailleurs, mais ce marché est en plein développement.

Certains pays ont connu une très bonne évolution – on ne dit pas lesquels donc on peut se poser la question.

Les recommandations : que faire ? Pour les problèmes d’accès Internet, il faut les régler, il faut mener des politiques et investir pour e-commerce, et beaucoup de pays doivent mettre en place un système d’hébergement local. Les gouvernements doivent offrir une série de services en ligne. Ensuite, il faut s’assurer de la liberté d’expression en ligne et encourager la création de contenus pour développer le secteur.

---

Il est clair que pour l’enregistrement de domaine, nous sommes à un niveau très bas, et pour ce qui est des honoraires, il faut les réduire. Pour ce qui est de la réglementation, il nous faut des règles qui n’exigent pas des noms de domaine de correspondre au nom d’un individu ou d’une entreprise. Pour ce qui est du fonctionnement, il faut que ce soit facile à utiliser. Pour le paiement, plus ou moins la même chose, il faut utiliser un système EPP ou un système de paiement en ligne pour faciliter les choses.

Au niveau des recommandations, toujours, un modèle commercial efficace et marketing et stratégie de prise de conscience du consommateur. Mécanismes de gouvernance. Bonne concurrence. Un système de résolution de conflits bon marché doit être adopté également.

Et, enfin, on suggère qu’un observatoire du DNS soit établi pour faire un suivi du système DNS en Afrique et pour cela, il faut augmenter le nombre de questionnaires en ligne, il faut conduire des analyses périodiques et offrir une participation aux registres de ccTLDs.

Je vais m’arrêter ici. Je dirais que c’est plus ou moins ce qui a été suggéré, sachant que le rapport a été publié en ligne et vous pouvez y accéder.

---

Ce que nous aimerions maintenant, c’est que vous y contribuiez. Vous pouvez écrire vos suggestions, vos contributions, de façon à ce que dans 40 jours, on ait un document satisfaisant et un document qui être, à ce moment-là, diffusé.

Voilà, c’est tout ce que j’avais à vous dire sur la présentation de cette étude. Je vous remercie.

JIMSON OLUFUYE : Merci beaucoup, Pierre, pour ce petit panorama que vous venez de nous donner du DNS en Afrique et sur son industrie. Cette présentation est-elle sur le site Internet également ?

PIERRE DANDJINO : Je peux mettre ce document sur notre site Internet, si vous voulez.

JIMSON OLUFUYE : J’ai des gens qui veulent poser des questions. On a Aziz, Wafa et un monsieur et une dame au fond. Donc, je vais vous demander d’être brefs. Nous allons donner la parole à tout le monde, jusqu’à ce que notre séance soit terminée.

INTERVENANT NON-IDENTIFIÉ : Merci. À propos de .AFRICA, et pour parler des résultats, je pense que nous devons demander formellement aux ccTLDs du

---

continent, nous devons laisser ces ccTLDs et avoir une série de TLDs qui soit créée et n’oublier personne.

LUCKY MASILELA : Merci. Un commentaire rapide. Pour la liste de noms qui vient de la commission de l’Union Africaine, nous allons demander que l’Union Africaine présente cette lettre aux gouvernements concernés et qui doivent nous fournir la liste de noms à protéger.

JIMSON OLUFUYE : Merci beaucoup. Aziz, vous avez la parole.

AZIZ HILALI : Je parlerai en français.

J’ai une question et deux petites remarques. Ma question, c’est au niveau des ccTLDs des différents pays africains, j’aurais aimé des statistiques là-dessus pour qu’on ait une idée sur les ccTLDs donc si tu as des chiffres, Pierre, on aimerait bien les avoir.

Deuxième remarque, au niveau du pourcentage de l’IPv4, je suis étonné par le chiffre de 2%, est-ce la réalité ? Il y avait 2% de chiffre d’adresse IP.

Puis, ma dernière remarque, toujours Pierre, c’est en tant que citoyen d’un pays qui s’appelle Maroc, il y a toujours une erreur



---

sur la carte, et je voudrais qu’elle soit corrigée. De même que j’ai vu certains ccTLDs qui sont faux et ont changé depuis, donc c’est une très vieille carte.

PIERRE DANDJINO : Merci, et pardon pour ce problème de carte. Nous allons nous assurer que ce sera corrigé et que nous utiliserons une carte. Je crois que nous devons justement en parler ensemble.

JIMSON OLUFUYE : Il a aussi parlé de statistiques et de ccTLDs dans certains pays.

PIERRE DANDJINO : On prend note de cela et nous mettrons cette présentation à jour. Oui, le consultant devait nous répondre donc on n’a pas pu l’entendre, mais on a pris note de votre question aussi, Aziz, de façon à mettre à jour cette présentation sur ces deux niveaux.

AZIZ HILALI : Et l’IPv4, aussi.

PIERRE DANDJINO : Vous avez posé une question sur IPv4 ?

---

JIMSON OLUFUYE : Est-ce que vous y répondrez plus tard ?

PIERRE DANDJINO : Mon travail ici, est d’envoyer les questions au consultant, donc c’est fait. Alan Barrett, peut-être, veut prendre la parole ici, mais je ne voudrais pas faire d’erreur.

AZIZ HILALI : Certains chiffres et certains ccTLDs étaient faux, sur la carte.

PIERRE DANDJINO : Ok, nous en parlerons avec AfriNIC pour voir quels sont exactement les chiffres et les corriger.

JIMSON OLUFUYE : Pierre, pour une question de temps, pouvons-nous avoir ces statistiques et les ajouter à la présentation ? Il nous reste cinq minutes et il y a des gens qui voudraient intervenir.

Alex.

ALEX : Merci. Je voudrais d’abord vous remercier de me donner la parole. Je parle au nom de cinq TLDs. Je voudrais d’abord vous féliciter pour le lancement de .AFRICA, c’est quelque chose de

---

très important pour notre continent. .AFRICA sera quelque chose qui appartiendra à tout notre continent.

Je veux confirmer que nous avons un protocole d’accord avec l’AfTLD et ZACR et je serai ravi de commencer à travailler sur les problèmes mentionnés dans vos recommandations. J’espère que nous pourrons travailler ensemble sur ces points.

En ce qui concerne la deuxième présentation liée à l’étude, je pense que certaines conclusions dont vous avez parlé qui doivent être corrigées. Parce que, par exemple, l’une des diapos disait que le plus gros problème était le prix des noms de domaine, puis au niveau des recommandations, on recommande de donner ces noms de domaine gratuitement. Je crois que ce n’est pas un business et certaines conclusions doivent être corrigées. Je ne sais pas exactement comment le consultant est parvenu à ce type de conclusions.

Ce que je peux vous dire, en tout cas, c’est que nous tiendrons compte du rapport dans son ensemble et nous le présenterons à tous les membres, et envoyer rapidement certaines remarques sur ce rapport. Si nous pouvons aussi avoir des données consacrées à ceux qui approuvent ces données pour les consultants, c’est très important aussi.

---

Donc AfTLD est ouvert et d’accord pour travailler avec l’ICANN et les consultants sur ce problème pour élaborer un bon rapport dans les délais que vous avez indiqués. Voilà. Merci.

JIMSON OLUFUYE : Merci. Yaovi, vous avez la parole.

YAOVI ATOHOUN : Je m’excuse, nous avons eu un problème technique.

C’est bien que vous disiez tout cela, parce que, vous voyez, cette séance a un format différent. On voulait passer plus de temps à discuter de cette étude. C’est donc une bonne chose. Si vous regardez sur le site Internet de l’ICANN, Pierre peut en parler, nous avons une période commentaire public qui est ouverte, donc nous attendons plus de commentaires de la part de la communauté. Merci.

JIMSON OLUFUYE : Merci beaucoup. Wafa ?

WAFDA DAHMANI : Merci, Pierre, pour cette présentation. Je pense que les résultats de cette stratégie sont à voir. C’est toujours un peu les mêmes problèmes que nous avons dans la région. Ce serait intéressant de savoir comment les ccTLDs sont gérés dans la région.

---

Beaucoup de ccTLDs ne sont pas bien gérés et cela pourrait être très intéressant, dans cette étude, de le dire.

Deuxième point, à propos de cette étude, de cette recherche conduite qui nous donne beaucoup de renseignements, mais qu’allez-vous en faire ? J’espère que vous avez un plan pour l’après, parce qu’il y a beaucoup de gens avec qui on peut travailler pour mettre en place un plan d’action. On a besoin d’un plan d’action précis pour cette étude.

JIMSON OLUFUYE :

Oui, merci beaucoup. Donc, il y a deux personnes au fond de la salle. La dame en premier. Veuillez utiliser le micro, s’il vous plaît, pour qu’on puisse vous entendre et dites-nous votre nom.

MIRJANA TASIĆ:

Je m’appelle Mirjana Tasic, et je suis du Latin Generation Panel et je suis ici avec une mission pour demander à des gens d’Afrique de se joindre à notre panel, parce que nous n’avons pas de participants africains. Ce panel est pour le script latin, pour les langues à alphabet latin, à propos des règles comptant pour les gTLDs, pour les domaines de premier niveau, pour l’internationalisation des noms de domaine, des IDN. Comment les IDN seront-ils gérés avec les caractères latins.

---

On a donc besoin que des personnes originaires d’Afrique se joignent à nous. Demain, nous aurons 1 heure 45 de réunion dans la salle MR2 et on aimerait beaucoup avoir des personnes d’Afrique avec nous, parce que personne ne représente l’Afrique dans notre panel. Je pense que ce serait tout à fait intéressant. Venez demain, donc, voir ce que nous faisons, parce qu’on ne fait que commencer.

On a fait une proposition formelle qui n’a pas encore été acceptée, mais on espère que ce sera le cas dans les mois à venir. Nous sommes ici pour souhaiter la bienvenue dans ce panel à des Africains. C’est pour cela que je suis venue vous voir ici, puisque je ne voyage jamais en Afrique et que je suis en plein milieu de l’Europe. Donc, venez nous voir demain à notre réunion et ça pourra vous intéresser. Merci beaucoup.

JIMSON OLUFUYE : Merci beaucoup. Pierre, voulez-vous dire quelque chose ?

PIERRE DANDJINO : Oui. Merci beaucoup d’être venue. Je vous ai invitée à venir parler des IDN. L’Éthiopie, par ailleurs, est un pays qui travaille à son propre script. En effet, c’est important, la présence d’Africains est importante. Vous avez donc entendu cette dame, c’est très intéressant, intégrez ce groupe de travail.

---

JIMSON OLUFUYE : Merci beaucoup. Je crois que nous avons dépassé le temps qui nous était imparti. Nous avons deux personnes. En 10 secondes, s’il vous plaît, des questions rapides. Merci.

MATOGOR JABHERA : Merci. Matogoro Jabhera. J’aimerais poser une question au sujet de .AFRICA. Vous nous avez dit que ce serait avec le modèle multipartite, mais si vous visitez le site Web sur le modèle multipartite, vous avez les gouvernements africains et l’Union Africaine, donc j’aimerais savoir si vous allez vraiment utiliser le modèle multipartite pour gérer .AFRICA avec tous les utilisateurs finaux, parce que je vois surtout des universitaires. J’aimerais connaître le rôle des universitaires dans le cadre de la gestion de .AFRICA.

JIMSON OLUFUYE : Oui. C’est une bonne question. On va écouter la deuxième question.

ALA GISISE : Bonjour, je m’appelle Ala Gisise, de Gambie. J’aimerais vous féliciter pour la délégation de .AFRICA.

---

En ce qui concerne les ccTLDs, nous sommes un de ces pays avec une délégation à l'extérieur de nos pays pour les ccTLDs. Donc, avoir une délégation dans notre pays, parce que je crois que nous avons maintenant l'infrastructure et la capacité de le gérer. Ma question est la suivante : est-ce que la communauté africaine peut faire quelque chose dans le cadre de la stratégie africaine pour avoir une équipe spéciale pour aider les pays comme le mien qui ont des problèmes pour avoir une délégation dans leur pays ?

PIERRE DANDJINO : Très rapidement. Sur le rapport, il y avait un transparent disant que certains pays avaient mieux réussi que d'autres. Quels étaient ces pays aux meilleures pratiques et qui représentaient de bons exemples ?

JIMSON OLUFUYE : Oui, dans un esprit de transparence, tout à fait. Lucky, peut-être pouvez-vous répondre ? Puis on conclura.

LUCKY MASILELA : Merci beaucoup pour cette question. Ce que nous avons fait, c'est qu'au départ, il nous fallait deux moteurs pour le succès de .AFRICA. Tout d'abord, pour l'opération de .AFRICA, ce serait l'île Maurice. Sa fonction principale est d'être opérateur de registre.



---

Ensuite, l’autre entité serait la fondation .AFRICA. Cette entité serait comprise dans le cadre de la structure multipartite. Ça a été mis en place. Si vous regardez le site, vous aurez beaucoup d’informations là-dessus et vous verrez qu’il y a un comité directeur qui a beaucoup travaillé à cela pour que la mise en application soit solide. C’est la fondation .AFRICA qui représente bien le modèle multipartite, représentant des gens de tout le continent qui participent à l’espace Internet.

JIMSON OLUFUYE :

Merci beaucoup. J’aimerais remercier nos intervenants qui sont venus ici nous parler avec des présentations tout à fait intéressantes.

J’aimerais maintenant redonner la parole à notre vice-président pour l’Afrique, Pierre Dandjinou.

PIERRE DANDJINOU :

Merci à toutes et à tous, désolé pour les problèmes techniques que nous avons eus.

Mais vraiment, en ce qui concerne l’étude que nous vous avons présentée, vous avez 40 jours pour faire des commentaires publics. C’est déjà en ligne, on a besoin de plus d’informations, on a noté vos questions et nous allons travailler à tout cela. Tous les éléments sont sauvegardés.

---

Pour la question posée par la Gambie. Je pense que, grâce aux bons résultats de notre atelier de Nairobi dans le développement de compétences, cela nous a permis d’établir un groupe de travail, une équipe spéciale, et j’ai des collègues qui peuvent vous dire qu’un petit groupe travaille actuellement pour aider les pays qui pourront déléguer leur ccTLD sur place, dans leur nation. Donc, je crois que je vais leur reparler de la situation de la Gambie.

Ceci dit, je vous remercie et continuons à agir. Merci beaucoup.

**[FIN DE LA TRANSCRIPTION]**